

L'INVITÉ

De l'ordre est nécessaire dans l'aide fédérale au tiers-monde

La lente agonie du continent africain témoigne de la faillite de l'aide aux pays en voie de développement.

Mais il importe de jeter un regard critique sur notre politique nationale d'aide aux pays défavorisés et sur la manière dont notre administration fédérale gère les fonds envoyés.

De l'Afrique à l'Extrême Orient, la Suisse disperse des sommes colossales et arrose des pays en sursis avec candeur et aveuglement, sans en garder le contrôle et le suivi.

Suffit-il d'envoyer des chèques au porteur pour se donner bonne conscience?

La naïveté a ses limites. Il faut subordonner l'obtention des fonds d'aide au développement à un contrôle rigoureux de leur utilisation, éviter le gaspillage généralisé de l'aide internationale et conditionner les subventions helvétiques à une exigence de transparence et de rigueur.

Combien de lance-roquettes serbes, de chasseurs bombardiers russes et de tanks chinois sont achetés avec les fonds de l'assistance internationale?

Cessons cette complicité et ces mensonges, rendons l'aide suisse efficace et productive! Il faut déterminer un nombre restreint d'actions ciblées, avec un impact vérifiable sur le terrain. Que ceux qui rêvent d'un monde parfait se réveillent. Même la coopération humanitaire est un enjeu stratégique. Est-ce que la réforme annoncée la semaine dernière par le Département fédéral des affaires étrangères



ANDRÉ REYMOND
CONSEILLER NATIONAL

(DFAE) donnera plus d'efficacité à l'aide au développement?

Avec des effectifs pléthoriques, à la rentabilité douteuse, avec un fonctionnement si opaque et une structure si complexe qu'une véritable analyse des résultats semble impossible à réaliser, il ne faut pas s'étonner que le contrôle parlementaire sur ces services fédéraux soit difficile à exercer.

Deux organismes fédéraux, la DDC (Direction du développement et de la coopé-

«Dans le projet de réforme du DFAE, supprimer les doublons doit être une priorité»

ration) et le SECO (Secrétariat d'Etat à l'économie), se chevauchent, se concurrencent et se disputent la manne fédérale. Aucune coordination, aucune synergie ne paraissent émerger entre ces deux organisations rivales qui engloutissent des budgets sans limites pour un résultat insignifiant. Les doublons se généralisent et chaque service engage à tour de bras des consultants pour des missions de complaisance.

Bien souvent, ces chargés de mission ne sont que des clients politiques que l'on remercie ainsi aux frais du contribuable.

Dans le projet de réforme du DFAE, supprimer les doublons doit être une priorité. De plus, le rapport que doit publier la DDC sur son activité est confus, bourré d'omissions et d'inexactitudes, et n'arrive pas à camoufler la gabegie et l'échec de cette lamentable machine à gaspiller!

Et pour peu qu'un parlementaire demande des explications un peu plus précises, il est confronté à un silence outré, attitude soutenue par sa magistrature fédérale. Le peuple suisse est en droit d'exiger de son gouvernement que ses contributions fiscales ne soient pas employées à tort et à travers.

Que la Suisse soit généreuse, nous sommes d'accord!

Que d'aucuns s'en servent pour leur petite gloire personnelle, sans transparence ni rigueur, nous ne le permettrons jamais.

VOIR AUSSI EN PAGE 5